

GENÈVE

LE RÉVEIL

anarchiste

REDACTION ET ADMINISTRATION :

Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE

Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2,50

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX

Le Réveil, No I. 4662. Genève

HISTOIRE D'ASSASSINS

avec commentaires du „Temps”, du „Journal de Genève”
et du „Courier de Genève”

Notre bonne presse bourgeoise, qui n'a pas un mot de regret ou de sympathie pour les centaines de victimes d'Espagne, pleure toutes ses larmes pour la fin d'Alexandre Karageorgevitch. Sans insister sur l'assassinat de Raditch en plein Parlement, sur la violation des garanties constitutionnelles, sur l'installation d'une dictature terroriste, dont la plus grande responsabilité retombe sur le défunt, rappelons ici comment les Karageorgevitch sont montés au trône en 1903. Voici le récit paru en son temps dans le journal Le Temps, nullement suspect et déjà alors organe officieux du gouvernement français :

Tout le palais est dans l'obscurité. Les explosions de dynamite ont coupé le circuit électrique. Deux ou trois officiers ont des bougies, d'autres courent dans le voisinage. Une femme, réveillée en sursaut par un officier qui frappe à sa porte, lui remet une hache et un paquet de bougies. Les conjurés se rallient dans le hall. Ils sont résolus à tout. Ne le seraient-ils point, ils ne peuvent reculer. Le sang a coulé. Déjà, le premier aide le camp Lazar Petrovitch vient vers eux, déconcerté. Et, là-haut, le roi et la reine, arrachés à leur sommeil, ont compris.

Les conjurés demandent à Petrovitch de les guider vers la chambre royale. Il parle, il veut gagner du temps. Mais les officiers ne se laissent pas distraire de leur dessein. La lueur des bougies monte au grand escalier et se répand dans les salons du premier étage. Les haches, les sabres nus mordent, au passage, les meubles précieux. La rage des meurtriers, dans cette obscurité trouée de flammes pâles et tremblantes, s'entraîne aux dépens d'objets inanimés. Elle se vérifie aux dépens de Petrovitch, qui tombe, en hurlant, au seuil de la chambre royale. Et le roi et la reine, qui ont entendu les éclats sourds de la dynamite, les pas précipités des officiers dans le hall, les premiers coups de feu, la chevauchée dans les escaliers, la puérile bataille contre les fauteuils éventrés et les bahuts renversés — le roi et la reine ont pu percevoir, en guise de dernier avertissement, de rôle de Petrovitch.

Le silence de cette quête angoissée est bientôt rompu par un cri de triomphe. Sous une vaste tenture, au fond de la chambre, en face du grand lit, un officier vient de découvrir une porte dissimulée. C'est une sorte de réduit avec des armoires pour quelques toilettes de la reine. Dans le coin, à gauche, le roi et Draga font face aux meurtriers. Ils n'ont que leurs vêtements de nuit. La porte enfoncée, il n'y a pas assez de place pour les quarante officiers et les souverains. Six ou huit officiers suffiront à la besogne. Alexandre et Draga vivront quelques instants encore, car presque toutes les bougies sont éteintes. Cet incident leur donne une minute de grâce. Puis les coups de feu partent, les sabres taillent dans les chairs.

Il y a trois petites fenêtres dans la pièce où meurt la dynastie des Obrenovitch. Draga pousse les volets mi-clos et crie : « Au secours ! » Le cri se perd dans le silence ; mais un rayon de l'aube vient éclairer la conclusion du drame. Le roi n'a dit qu'un mot : « Je veux qu'on me laisse mourir

avec Draga dans mes bras. » Ils tombent. Lui, du moins, est bien mort : Tous les coups, l'autopsie le dira, ont porté en face. Elle, son corps de femme de joie et de volupté, s'étend au pied des penderies, où ses robes sont rangées en ordre délicat.

Par la fenêtre ouverte, les deux cadavres sont précipités dans la cour intérieure. Ils restent là, tandis qu'on court réveiller — s'ils dormaient ! — (souligné par le Journal de Genève) les futurs ministres. Le président du conseil, général Zinzar Marcovitch, le général Pavlovitch, ministre de la guerre, tués à domicile, ont fait de la place. Le ministre de l'intérieur Todorovitch est blessé mortellement. Les deux frères de la reine, Nicolas et Nicodème, conduits à la division pour être exécutés ont demandé à fumer une cigarette et à s'embrasser avant de mourir et ils sont morts avec gentillesse.

Le jour vient. Le corps du roi et le corps de la reine sont mis dans une salle basse. Là-haut le conseil des nouveaux ministres est au complet. « le roi est mort... Vienne le prétendant. » Une musique militaire, à six heures du matin, se porte en cercle devant le konak. Elle exécute ses plus brillants morceaux. Un *allegro*, un *pas-redoublé* et une *mazurka* donnent aux Serbes le ton, à leur réveil. Des gamins parcourent les rues annonçant la « nouvelle ». Les affiches sont placardées. Quelques drapeaux paraissent aux balcons. En somme, point de deuil ; mais joie officielle, et (quoi qu'on ait dit) joie discrète.

Chacun voudra bien reconnaître que Petrus Kalemén fait figure de héros et non d'assassin ignoble, imbécile et lâche, comme se plaît à le répéter la presse bourgeoise, comparé à cette tourbe d'officiers sicaires qui allaient partir pour Genève, afin de ramener en triomphe Pierre Karageorgevitch, père d'Alexandre, tué mardi dernier à Marseille.

Bien entendu, il y a trente-et-un ans, des Te Deum furent chantés pour le nouveau roi qui venait de ramasser sa couronne dans le sang. La chose scandalisa le correspondant parisien du Journal de Genève, qui dans son numéro du 21 juin 1903, protesta au nom du christianisme, ajoutant ceci :

Et puis s'imaginer-t-on ce qui se passe dans la conscience d'un ouvrier athée ou d'un anarchiste matérialiste à la vue de ces spectacles ?

Ne voit-on pas que les notions les plus élémentaires de la morale que prêchent les classes bien pensantes chavirent et sombrent comme le Liban dans l'abîme, entraînant avec elles une multitude de consciences innocentes ? Un anarchiste assassin un roi, et l'exécration du monde entier s'abat sur lui. Le monde a raison et nous ne songeons certes pas à défendre les meurtriers en blouse, non plus que les égorgés en uniforme. Mais cet anarchiste fait d'avance le sacrifice de sa vie. Or, voici une troupe d'officiers qui envahit un palais, tue roi et reine à demi-nus, sans compter les ministres et les frères de la reine, et ces officiers, qui se sont mis à cinquante contre un pour perpétrer leur crime, n'encourront aucune peine : ils bénéficieront d'une amnistie générale, ils pourront encore parader

dans les rues et valser dans les salons, et les classes conservatrices et religieuses qui prétendent représenter l'ordre, la famille et le christianisme, leur tendront la main ! Que voulez-vous que pense notre anarchiste athée, dites ?

Le Courier de Genève à son tour, dans son article de fond du 24 juin 1903, crut bon d'exprimer un blâme ainsi :

Le nouveau roi de Serbie est parti de Genève entouré de fleurs et de compliments. Il trouvera son peuple dans l'enthousiasme à Belgrade. Les choses se passeront en famille, car l'on sait que les diplomates étrangers se tiennent à l'écart, ne voulant pas fraterniser avec des gens qui ont encore du sang royal sur leurs uniformes, ni même avec un roi qui ne s'engage pas à châtier les assassins de la terrible nuit historique.

EN ESPAGNE

Les nouvelles qui nous arrivent d'Espagne en ce vingt-cinquième anniversaire de l'assassinat de Ferrer sont particulièrement douloureuses. Le sang a coulé, les meilleurs enfants du peuple sont tombés, l'héroïsme véritable, celui de l'homme se sacrifiant volontairement à son idée, à sa cause, à son affranchissement, s'est affirmé une fois de plus ; mais hélas ! la réaction paraît bien avoir le dessus et le sinistre Lerroux se vante déjà d'avoir rétabli l'ordre.

Les socialistes qui, pendant leur passage au pouvoir, n'avaient su voir des ennemis que dans les travailleurs pressés de réaliser leurs revendications, schant fort bien que ce qui ne se fait pas dans les premiers temps d'enthousiasme, d'espoir, de vie intense de la masse tout entière se réalisera bien plus difficilement plus tard, — les socialistes, disons-nous, sont aujourd'hui au nombre des persécutés après avoir rempli un rôle de persécuteurs. Juste, mais bien triste retour des choses, puisqu'il ne sert qu'à l'ennemi commun.

Lerroux et les lerrouxistes, il y a vingt-cinq ans, avaient déjà contribué pour leur part à la perte de notre camarade Ferrer, qui n'avait pu que se plaindre amèrement de leur lâcheté. Dans leur hâte de se justifier de toute accusation, ils n'avaient pas hésité à se faire les dénonciateurs des anarchistes. Pour Ferrer ne pouvant formuler des charges directes, ils avaient, sur le conseil d'une justice inspirée par les jésuites, déclaré qu'ils avaient ouï dire par des personnes inconnues telle ou telle chose ou relater tel ou tel fait. L'arrêt de mort ne fut pas mieux justifié et la défense ne put par des témoignages véridiques démolir tout le fatras des dépositions fausses et inconsistantes.

Lerroux triomphe une fois de plus avec ses niers ne voudront certes pas s'arrêter à mi-chemin et ne manqueront pas de se débarasser aussi de lui à brève échéance. Tous les partis que le fascisme tolère en un premier temps par tactique ne tardent pas à être frappés à leur tour.

L'avenir paraît sombre, bien qu'il soit permis de faire confiance à un peuple qui prouve savoir se battre. Si du moins la leçon espagnole pouvait servir à d'autres peuples et leur apprendre qu'une révolution ne saurait tolérer des renvois, des hésitations, des demi-mesures. Il ne s'agit pas, entendons-nous bien, de se livrer à de grands massacres, mais de réaliser sans tarder la révolution dans les choses et dans les faits et de désarmer entièrement ceux qui, ayant été nos ennemis ne sauraient que le redevenir.

La presse bourgeoise s'était réjouie de ce que la révolution espagnole s'était faite le plus gentiment du monde, mais que pouvait bien signifier cela sinon que rien n'avait été changé d'essentiel à l'ancien régime ? L'inaction ne peut produire que la déception, la déception, le découragement, le découragement le retour des forces de

Alexandre I^{er} est tué à Marseille le 9 octobre 1934.

Les fleurons de sa couronne :
Assassinat des Obrenovitch.
Assassinat de François-Ferdinand.
Assassinat de Raditch.

réaction, qui remises de la surprise veulent retrouver leur puissance du passé et même l'accroître.

Lors de la grande manifestation antifasciste catalane, qui avait groupé une foule énorme, nous avions exprimé notre doute sur sa consistance et sa force; Hélas ! les faits nous ont donné cruellement raison. Elle s'est dissoute sans tenter au moins une résistance honorable.

N'en déplaise aux tacticiens de Moscou réunir des masses n'est pas tout. Leur action ne pouvant résulter que d'autant d'actions individuelles, nous serons vaincus aussi longtemps que nous n'aurons que des suiveurs au lieu de militants.

L'humanité a connu des périodes bien plus terribles, aussi ne devons-nous pas désespérer, mais nous préparer toujours à reprendre la bonne bataille. Certes, tant que l'armée dans sa grande majorité se soumettra aux ordres de gouvernants criminels, la victoire sera difficile, mais tout s'use enfin et les régimes de terreur aussi. L'essentiel est de bien comprendre qu'une première victoire obtenue nous devons désarmer entièrement l'ennemi et empêcher qu'un nouveau pouvoir puisse s'armer contre le peuple, mais garder le peuple armé contre tout pouvoir.

JULES MOINEAU

Ce camarade vient de mourir à l'âge de 77 ans. Nos camarades belges nous envoient une nécrologie que, faute de place, nous devons renvoyer à un prochain numéro. Nous perdons avec Moineau un militant probe, héroïque, qui pendant cinquante ans n'a jamais cessé de se dévouer à notre cause.

Le mensonge corporatif.

L'impudence fasciste et cléricale ne connaît vraiment pas de limites. A preuve ces lignes :

Faites la Corporation et la moitié des charges que supporte l'Etat lui seront enlevées pour son plus grand soulagement et pour le plus grand bien des travailleurs. Alors, la liquidation de la situation passée avec ses millions de dettes et de déficits sera un simple jeu.

Qui empêche ces messieurs de développer leur corporation merveilleuse? Une égale liberté d'association existe pour eux comme pour le reste de la population. Mais non, pour ôter des charges à l'Etat, ces messieurs veulent le charger de former des corporations qui ne pourront être évidemment que des corporations d'Etat, avec de nouveaux fonctionnaires agréés par l'Etat, des cotisations obligatoires imposées par l'Etat et retenues directement sur les salaires.

La corporation n'est que l'incorporation dans l'Etat de toute la vie économique, opérée sans diminuer en rien l'autorité patronale, mais en brisant toute possibilité de résistance ouvrière à l'exploitation.

Tout système miraculeux est un système pour fourbes en petit nombre et imbéciles en grand nombre.

ACCIDENT PROFESSIONNEL

Le roi Alexandre de Serbie a été assassiné à Marseille. Venu en France pour se faire remettre de l'argent destiné à affermir sa dictature, il a reçu trois balles, apparentées à celles dont les gouvernements se servent pour mater les peuples qui réclament leurs droits. On affirme d'autre part que la famille d'Alexandre sera à l'abri du besoin, étant donné que le défunt était assuré par la caisse de l'Etat, alimentée par la sueur de ses sujets. Z.

La conférence Bertoni au Grutli sur Ferrer
est renvoyée au mardi 16 courant

Le travailleur ne lit pas „La Suisse”, journal fasciste.

FERRER ANARCHISTE

(Suite et fin)

Régionale d'abord et puis nous verrons.

Qu'il n'arrive pas à nous libéraux ce qui arrive aux républicains portugais pour la révolution politique. Ils disent et disent encore qu'ils sont prêts à la faire, mais que cependant ils attendent les républicains espagnols pour qu'elle soit faite d'un commun accord. Et les années passent... passent...

Le plus probable c'est que la grève générale avant d'être internationale sera nationale et avant d'être nationale sera régionale.

Que les camarades ne s'occupent donc pas de ce qu'on fait dans les autres pays ou dans les autres régions.

Qu'ils se préparent dans leurs localités respectives ; qu'ils organisent les divers métiers dans une contrée ; que les boulangers, meuniers, bouchers et tous les ouvriers de l'alimentation et des services de transport, prennent les mesures nécessaires afin de laisser assuré le service de distribution au lendemain de la révolution et qu'on profite ensuite de la première occasion pour déclarer la grève générale.

Soyons certains que si sur un point important quelconque d'un pays, la classe prolétarienne prend possession du patrimoine universel, faisant disparaître tout ce qui pourrait rappeler la société capitaliste, les travailleurs des contrées avoisinantes ne tarderont pas à suivre l'exemple.

Une fois la nouvelle forme de production, l'échange et la répartition des produits commencés, on pourrait procéder à la démolition des rues et quartiers malsains, à la construction de maisons hygiéniques, à l'acaparement de toute la monnaie existante, qui cesseraient de circuler en pays communi, mais que la fédération pourrait garder pour les achats indispensables dans d'autres régions.

Que les révolutionnaires ne craignent pas l'intervention étrangère, lors que leur œuvre aura triomphé. A la moindre tentative d'une nation voisine pour rétablir un gouvernement, que l'on déclare, là aussi, la grève générale et alors commencera la fédération communiste internationale.

Arrivons donc à l'organisation régionale des travailleurs pour la grève générale comme prélude de la révolution sociale.

25 décembre 1901.

Cero.

Le sang coulera-t-il ? — Oui.

Certes nous ne désirons pas une révolution sanglante et nous avons donné trop de preuves de notre amour de l'humanité pour que l'on nous croie sanguinaires.

Ce journal, où nous avons l'honneur d'écrire, fut créé précisément pour étudier ce point capital : la grève générale, et moins avec l'intention de pousser un cri de guerre que de trouver une solution efficace au terrible conflit social qui fait de la vie de tant d'être une longue suite de souffrances et de privations.

Nous publierions des brochures théoriques et de pratique autant qu'il en faudra pour que les travailleurs et tous les autres déshérités prennent conscience de leur force et de leur pouvoir.

Nous ne sommes pas des impatients, nous savons bien que la journée sera longue, mais nous ne doutons pas que grâce à un travail méthodique elle ne donne des fruits en abondance.

Comme nous ne laisserons pas tomber dans l'eau les conseils de bons camarades, il est certain, il est inévitable qu'un jour arrivera où le prolétariat se verra suffisamment organisé pour dire assez ! à la bourgeoisie et alors se produira le plus grand événement de l'histoire.

Les accapareurs de la richesse et ceux qui les protègent au lieu d'entrer en négociations, de traiter intelligemment et de contribuer au changement du régime d'exploitation en un régime de fraternité et de solidarité, voudront résister et ce sera la tragédie inévitable.

Que de lamentations, que d'imprécations tardives ! Mais, la Révolution triomphante, sereine, ferme, immuable, sans même s'émouvoir, peut-être du tendu versé, suivra son chemin, le regard tendu vers l'ère nouvelle de paix et de justice que ce dernier baptême de sang humain instaurera pour la première fois, et qui donnera naissance à une société dont la vie sera réellement agne d'être vécue.

5 janvier 1902.

Cero.

Parlementer avec les gouvernants ? — Jamais. Exercer nos droits ? — Toujours.

Ce qui se produit entre gouvernants et ouvriers dépasse déjà les limites du supportable. Les travailleurs ne sont-ils pas encore convaincus qu'il n'y a rien à espérer d'un gouvernement ?

Prétendre arriver à améliorer la situation du prolétariat en présentant des pétitions

aux dirigeants, c'est croire naïvement que ceux-ci peuvent avoir des sentiments paternels pour les exploités.

Non, ce n'est pas une bonne méthode que de solliciter l'appui de ceux dont la mission est de protéger les intérêts capitalistes, de ceux qui essentiellement sont nos ennemis.

Quand des salariés sont d'accord pour réclamer quelque chose, — n'étant pas réclamés par les organisations, — ils se débrouillent avec eux, qu'ils ne commettent pas la bêtise d'aller chercher la force ailleurs que dans leurs propres énergies.

Fabricants et patrons de tout acabit peuvent bien présenter leurs revendications dans les bureaux du gouvernement ; ils y seront guidés pour la défense de leur privilèges sociaux, ils pourront y comploter tant qu'ils voudront contre leurs victimes quand elles auront eu la hardiesse de montrer quelque dignité, mais nous, vraiment, nous ne devons jamais présenter aucune demande à l'autorité, ni faire acte de respect envers l'hypocrite bonté des gouvernants.

C'est dans nos groupements qu'il faut nous réunir ; c'est entre nous qu'il faut décider de ce qui nous convient ; c'est par nous que doivent être formulées les conditions que nous voulons exiger.

Et s'il nous arrive par hasard d'aller à la préfecture, que ce ne soit pas dans l'humbla attitude de celui qui sollicite protection, mais bien comme des hommes qui ont une parfaite notion du juste et l'assurance fière qui en résulte.

Oui, à la force brutale ce qu'il faut opposer, c'est une autre force plus grande et la conscience de nos droits.

Ne l'oublions pas !

Tant que notre solidarité n'aura pas atteint la résistance nécessaire, travaillons à la fortifier. Provoquons sans relâche l'union et la solidarité des travailleurs par les grandes revendications. Nombreux sont déjà ceux qui l'entendent ainsi. Là est la bonne voie.

15 janvier 1902.

Cero.

La contrainte vient toujours d'en haut ; mais la grève générale viendra d'en bas.

Dans le régime capitaliste, les travailleurs sont soumis à de perpétuelles contraintes.

Les industriels commencent par mettre à la porte les initiateurs de tout mouvement d'association, contrainte indirecte exercée sur ceux qui seraient tentés de continuer leurs projets.

Or, si malgré cela les ouvriers réussissent à se mettre d'accord pour réclamer augmentation de salaire ou diminution des heures de travail, les patrons répondent toujours négativement, certains que les centimes ne pourront lutter contre les billets de banque, donc contrainte manifeste.

Si la centime héroïque essaie de lever la tête, c'est alors le « mauser », le sabre ou l'impitoyable matraque policière qui viennent exercer la contrainte.

Contrainte encore les actes de la classe ouvrière elle-même vis à vis des « renards », produit fatal du maudit régime capitaliste.

Contrainte aussi l'action de la presse bourgeoise, monarchiste ou républicaine, sans omettre certaine presse socialiste, endormeuse. Celle-ci opère par la systématique adulation des puissants, par les conseils de calme et de confiance dans les pouvoirs publics.

Contrainte toujours, mais contrainte déguisée, celle qu'exercent certains politiciens de métier qui s'entremettent sous prétexte de défendre les intérêts du peuple, mais en réalité pour soutenir leur prestige en danger ou pour préparer de futures campagnes électorales.

Et finalement, cette insécurité du lendemain dans laquelle les capitalistes maintiennent la classe des déshérités, menacés constamment par la famine et les persécutions.

Et qu'on ne finisse pas nous dire que les éternels exploités exercent la contrainte à leur tour en temps de grève.

Quatre coups de bâton, par ici, quelques coups de poing par là, une caisse d'ustensiles ou d'outils dispersés ou quelques meubles bourgeois détériorés, qu'est-ce que cela représente en comparaison de la violence patronale, protégée et appuyée par les autorités et défendue par la force publique ?

Les choses iraient tout autrement si la force productrice avait conscience de son pouvoir.

Quoi qu'il en soit, la contrainte vengeresse arrivera lorsque tous les faux prestiges étant évanouis, le prolétariat cessera d'être un instrument enrichisseur pour devenir le maître absolu de son travail.

25 janvier 1902.

Cero.

Trois mille ouvriers aux funérailles d'une victime. Pas un pour demander compte au meurtrier.

Les ouvriers actuellement en grève sont mal conseillés.

Nous avons déjà prévu, dans les colonnes de ce journal, que si les ouvriers recouraient au « gobierno civil » (prefecture), à la mairie et à la protection des politiciens, leur cause serait perdue.

Il faudra donc répéter constamment que la classe productrice ne doit rien espérer des pouvoirs publics, ni de ceux qui prétendent régler la question économique par des lois et votent qu'appliquent les privilèges et d'autant qu'appliquent les politiciens ne croient pas un mot de tout ce qu'ils promettent, pas plus qu'ils ne sont disposés à faire le moindre sacrifice pour le bien de la cause qu'ils prétendent défendre.

Les ouvriers s'en tireront mal, très mal s'ils croient pouvoir vaincre l'arrogance bourgeoise et le capital bourgeois avec leurs collectes et leurs appels à la charité.

Ce qu'il faut c'est de l'énergie. Ce n'est pas faire acte d'énergie que de se déclarer en grève et de se livrer à des manifestations qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles qu'organisent les détentés de la richesse sociale.

Assister à un enterrement civil peut paraître bon si l'on se place au point de vue de la propagande pour la libre pensée, mais, en réfléchissant, nous nous apercevons que, sans nous en rendre compte, nous ne faisons ainsi qu'imiter nos ennemis : enterrements fastueux, inauguration de monuments, pose de premières pierres, processions, etc., tout cela est fort utile pour éblouir le peuple naïf.

Mais nous ne devons pas nous tromper nous-mêmes. Si nous sommes assez nombreux à savoir ce que nous pouvons exiger, ne perdons pas notre temps à des cérémonies qui ne conduisent à rien de pratique ; ne demandons pas d'aumônes, ne sollicitons pas l'appui d'autrui, ne déléguons pas des commissions auprès de nos frères de travail, ne faisons pas de manifestations pacifiques.

Si nous ne sommes pas assez forts pour prendre ce qui nous appartient, propageons sans relâche les idées d'émancipation parmi nos camarades jusqu'à ce que nous puissions régler nous-mêmes et définitivement notre compte avec nos maîtres.

Nous sommes si convaincus que ce régime de privilèges et de monopoles se soutient grâce à ses pompes religieuses, patriotiques et politiques qui aveuglent l'entendement populaire, que l'auteur de cet article ne pratique pas même le culte des morts, persuadé qu'il est une offense aux vivants qui souffrent dans les prisons et dans les bagnes, à ceux qui n'ont pas même un toit sous lequel s'abriter ou qui crèvent de faim à cause de la détestable organisation.

Nous aimons prêcher d'exemple et si nous n'assistons jamais à un enterrement et ne saluons pas le passage d'un cadavre, nous voulons que personne ne suive nos parents, notre famille le sait. Le temps que l'on consacre aux morts, les vivants en ont besoin.

Et c'est pourquoi l'autre jour, alors que passaient devant notre rédaction, les funérailles de cette petite fille de gréviste morte de faim, en voyant tant d'ouvriers derrière le cercueil de cette victime de l'avarice patronale, il nous fallut faire effort pour ne pas sortir au balcon et crier à nos amis : « Ne l'accompagnez pas au cimetière, allez chez ses bourreaux ! »

5 février 1902.

Cero.

Non possumus.

J'appelle « révolution servile » toute révolution qui se propose un objet matériel, indépendamment de tout progrès moral... et je m'explique ainsi le sort frappant toutes ces entreprises qui, répétées à des époques différentes, paraissent toujours les mêmes, tellement elles ont un égal dénouement. Et puisque la pensée a en elles une part si infime, leur audace est seulement apparente. Bien qu'elles commencent par effrayer les gens, elles s'effraient ensuite d'elles-mêmes, elles font la peur des conquêtes de l'intelligence, et les plus féroces en apparence ne tardent pas ainsi à tomber dans l'incapacité de mouvoir un grain de sable.

(Retraduit de l'espagnol.)

Edgar Quinet.

En 1897, lorsque la grande grève des mécaniciens anglais émut le monde prolétaire et que fut fait pour elle ce magnifique effort de solidarité sans précédent et jamais surpassé depuis, un de nos amis bon camarade, parti pour Londres ; il accompagna un inventeur qui avait à s'entendre, pour affaires personnelles, avec un industriel, gérant de l'une des plus grandes entreprises métallurgiques de la grande ci-

té. L'usine était fermée, naturellement. Comme elle était située dans un quartier populaire, on pouvait aisément voir dans les rues adjacentes les ouvriers fumer et attendre, ou plutôt perdre leur temps ; bien que le pouvoir « le temps c'est de l'argent » soit anglais, les bourgeois seuls appliquent à ce qu'il paraît. Là se révélait l'esprit intime de ce que l'on appelle « le grand conflit économique » et c'était la passivité systématique, fruit de la patience chrétienne qui apprend aux masses à être victimes et complices de leur propre malheur.

Le spectacle fendait le cœur. Que le lecteur s'imagine le levier d'Archimède avec son point d'appui et le reste, oublié dans un coin et couvert de toiles d'araignées, voilà ce qu'évoquait la vue de ces milliers d'ouvriers qui, vis-à-vis de l'incessante activité des directeurs d'usines, semblaient possédés de la peste musulmane et paraissent avoir adopté pour devise : « les portes doivent s'ouvrir par persuasion. »

Le bourgeois reçut affablement les Espagnols ; il était joyeux et, contrairement aux mœurs bourgeoises du pays, il n'était pas pressé. Après avoir offert à nos amis, champagne et cigares, il se montra loquace à l'extrême.

« La grève, — dit-il en réponse à une question — c'est comme si elle n'existait pas. Ces pauvres diables, confiants dans leur solidarité, croient nous faire céder ou nous pousser à la ruine, ils ne pensent pas que les principes qu'ils invoquent ont une efficacité universelle et que nous pouvons les mettre en pratique, je ne dirai pas pour lutter contre eux, vous voulez bien qu'ils ne luttent pas, les malheureux, mais pour nous refuser absolument à leurs prétentions. Nos compagnies sont des associations trop puissantes pour qu'on leur résiste, mais nous saurons, le cas échéant, faire usage de la solidarité. Qui peut nous empêcher pour nous sauver de l'inévitable péril de céder, de nous entendre avec toute l'industrie internationale de notre branche de sorte que, tout en se réservant les bénéfices supplémentaires produits par la surabondance de commandes, qu'entraînerait pour eux notre chômage, les industriels étrangers nous destinent un tant pour cent équivalent à une bonne partie de ce que rapporteraient nos usines en activité ? Car le fait est évident et chacun peut le constater, tout ce qui pourrait, ici où là, altérer l'équilibre économique établi entre l'offre et la demande, quand même ce serait l'attention accordée à la plume des travailleurs, constituerait toujours pour nous une abdication, ce serait notre mort, la perturbation de l'ordre social, et nous agissons ainsi non par égoïsme patronal, mais par une sainte intrépidité, en véritables défenseurs de l'ordre, en soutiens de cette société qui, malgré ses défauts, maintient la vie et rend possible le progrès. »

Mon ami lui fit observer que l'opinion publique était évidemment favorable aux ouvriers et que non seulement la plèbe prolétarienne, mais la bourgeoisie, l'aristocratie et même quelques membres de la famille royale témoignaient de leur sympathie pour les grévistes.

« Sensibilité ! inconscience ! ignorance ! — s'écria-t-il — si en nous attendrissant nous céditions, malheur à nous alors ! Une concession entraînerait toute une série d'exigences successives, nous serions lancés sur la pente de l'abîme révolutionnaire, abîme dans lequel il faudra bien rouler un jour, mais ne voyez-vous donc pas combien il serait prématuré de remettre la direction du monde à des gens qui fuient, boivent de la bière, subissent la famine et attendent que la pierre amélioratrice qu'ils sollicitent leur tombe du ciel ? Peut-on les croire capables d'utiliser leur triomphe pour le bien de l'humanité ou seulement pour leur propre bien quand, outre leur inaction, ils poussent l'incertitude jusqu'à ne pas même savoir éviter le gaspillage de ces millions apportés par la solidarité internationale de leurs compagnons qui probablement ne tarderont pas à devenir sceptiques. »

Cet homme-là personnifiait le régime bourgeois, mais il était logique, sa parole était pénétrante... et serrait le cœur.

Mon ami se souvenait que trente ans auparavant, avec une logique irréfutable, Marx avait déclaré dans cette même ville de Londres, à la face du monde entier, l'incapacité progressive de la bourgeoisie ; mais au moment de cette grève générale de la métallurgie anglaise, quoique la bourgeoisie n'ait rien fait pour détruire l'antagonisme des intérêts et que tant qu'elle subsistera le problème social restera insoluble, les travailleurs se bornaient à solliciter de leurs seigneurs quelques améliorations, ils reconnaissaient la catégorie des maîtres et, du moins chez les grévistes-là, l'idée de la suppression du seigneur, de son expropriation n'avait pas encore germé et moins encore la conception de la grève générale comme précurseur direct et immédiat de la prise de possession du patrimoine universel par tous.

Cinq ans se sont écoulés, les paroles et les écrits ont changé de ton, mais en ce qui concerne les faits, je ne dirai pas que nous restons stationnaires, mais que nous marchons à pas de microbes et comme preuve, voyez nos camarades dans la grève actuelle de Barcelone.

(Ceci se rapporte à la grève des métallurgistes qui précéda la grande grève générale de Barcelone en 1902).

15 février 1902.

F. Ferrer et A. Lorenzo.

Les républicains ne sont pas des révolutionnaires. Seule la grève générale fera la Révolution.

Pendant les premières années de la Restauration, lorsque Don Manuel conspirait à Paris avec les Martos, les Monteros Rios et les Canalejas, lorsqu'un grand nombre de généraux leur offraient leur épée et que Sagasta et Serrano étaient sur le point d'entrer dans la conjuration, la Révolution républicaine était la préoccupation constante de Canovas et de son maître.

Ruiz Zorrilla, trop honnête pour douter de la bonne foi de ses amis d'alors, se confia à eux, mais il arriva ce qui doit toujours arriver lorsqu'il s'agit de politiciens, la majorité abandonna le chef républicain pour accepter un portefeuille ou une de ces situations élevées que la monarchie offre toujours en signe de paix à tous les traités.

L'impénitent Ruiz Zorrilla resta seul avec les Muro, Llano y Persi, Santos de la Hoz, Esquerdo, etc., tous les soi-disant fougueux révolutionnaires, mais l'étiquette ne fait pas la marchandise.

Sans le concours d'Asensio Vega, Cebrian, Mangado, Villacampa et de quelques autres, Don Manuel aurait été la dupe, vingt années durant, d'hommes qui n'étaient autre chose que des aspirants à de hautes situations quand ils n'étaient pas simples spéculateurs à la bourse.

Après les soulèvements de Badajoz et de Madrid, tous les efforts de Martinez Campos et de Canovas tendirent à empêcher qu'ils ne se répètent, et à cet effet le corps des sergents fut supprimé et on chassa de l'armée tout officier qui aurait pu servir fidèlement la République ou seulement être soupçonné de libéralisme.

La monarchie put alors dormir tranquille et depuis elle a pu continuer à dormir tranquille, vu que le révolutionnarisme des républicains s'est borné à constituer des comités, à attendre des ordres de la Junta, laquelle à son tour les attend du chef, qui de son côté continue à tout espérer de l'armée.

Et le peuple !

En majeure partie, aussi moutonnier qu'avant : il va voter, fait des ligues, il se retire, il revient voter, il cherche des chefs et se crée des dirigeants et des maîtres toujours.

Seuls les anarchistes prirent le bon chemin : réveiller le courage individuel, s'instruire par l'étude des questions sociales, faire des prosélytes, s'organiser et se fédérer dans le but de faire la Révolution sociale sitôt que la propagande en faveur de la Grève générale aura donné des fruits.

Si les républicains s'étaient unis au peuple pour aller vers la véritable révolution, alors la fidélité de l'armée n'aurait pu sauver la monarchie.

Ils ne le firent pas et maintenant c'est trop tard pour le tenter.

La propagande libertaire a trop pénétré les masses pour qu'elles suivent les politiciens de métier qui ne possèdent aucun moyen de faire la Révolution et qui ne peuvent promettre autre chose que ce qu'ont apporté les autres républiques.

Aussi les travailleurs conscients ne les écoutent-ils plus, sachant trop bien ce qui se passe dans les républiques voisines ou lointaines, convaincus aussi qu'avec la moitié du temps que l'on emploie à organiser des banquets et à prophétiser à date fixe le jour de la nouvelle victoire, on aurait pu se tenir prêts pour la grande bataille, celle qui ne sera pas une révolution de nom mais de fait. Il ne s'agira pas alors d'élire les députés d'une Constituante pour des lois frelatées, mais de s'emparer de toute la richesse sociale et d'organiser le travail de telle sorte que les produits soient la propriété de tous et non pas des uns au détriment des autres comme cela ne manquerait pas d'exister sous n'importe quel gouvernement.

Quand la bourgeoisie verra la Révolution sociale suspendue sur sa tête, elle tentera de l'arrêter en offrant la République, les huit heures, le salaire minimum et tous les palliatifs, déjà mis sur le tapis par les politiciens. Mais, de même que les Français en 1830, envoyèrent promener Charles X avec ses tardives réformes, nous, les anarchistes, nous enverrons au diable les exploitateurs avec leurs mensongères concessions.

La République ne nous suffit plus.

Préparons la Grève générale.

15 février 1902.

Cero.

Préparant la grève révolutionnaire.

L'expérience, notre meilleur maître, nous a démontré surabondamment que si les travailleurs ont pu, dans certains cas, améliorer leur sort en se servant de la seule arme dont ils disposent : la grève, ils ne pourront néanmoins jamais s'émanciper du salaire, leur joug le plus lourd, par la grève pacifique.

En effet, quelles que soient les grèves qu'ils feront et les réclamations qu'ils présenteront, ils se heurteront à ce dilemme, où les patrons voient la possibilité de reprendre d'un autre côté l'avantage qu'on leur demande et alors ils cèdent plus ou moins vite, ou bien ils craignent que leurs concessions ne les poussent trop loin et alors ils ne cèdent pas, ils attendent que la famine et l'arbitraire gouvernemental se chargent de soumettre les réclamants.

Dans le premier cas, l'ouvrier n'a rien gagné du tout en dépit des apparences au premier moment, car par le renchérissement que subissent fatalement les articles de première nécessité, le salarié se trouve aussi misérable après qu'avant la victoire. Dans le second cas, lorsque le travailleur eut conscience de sa faiblesse en face de la faim, de la police, des troupes, des juges, c'est alors que naquit l'idée de la grève générale.

Il est vrai que beaucoup de grévistes participent à une grève générale comme les républicains vont au banquet le 11 février, en croyant que cela suffit pour anéantir les ennemis.

Il faut se mettre en garde contre cette erreur.

Ferait-on pendant trente ans des grèves générales comme celles qu'on a faites jusqu'à présent, qu'on se trouverait aussi loin de l'émancipation totale que les républicains sont loin de conquérir la république à force de banquets.

Grève générale signifie action commune et simultané de tous les travailleurs non pour demander telles ou telles améliorations à leurs maîtres, mais pour changer contre un régime de solidarité et de bien-être général le régime du salaire qui ne peut être qu'injuste et exploiteur.

Voilà ce que signifie : Grève générale.

C'est ainsi que l'avaient compris quelques fabricants d'une ville située près de Barcelone. Dès que la grève de février éclata, ils se réunirent apeurés pour offrir à leurs ouvriers toutes les améliorations refusées jusqu'alors et leur proposer de bonnes garanties pour l'avenir, car ils croyaient déjà de voir leurs usines en flammes et leur règne d'exploitation à jamais fini.

Mieux vaudrait ne pas faire une grève générale que de la faire pacifique et mieux vaudrait ne pas la faire révolutionnaire, si par là nous entendons nous borner à brûler des édifices et à exercer des représailles envers nos bourreaux.

Non, chers camarades, il nous faut viser plus haut.

Que chaque travailleur conscient étudie par lui-même ce que pourrait être une société sans maîtres, sans autorités, sans argent, qu'il échange ses impressions avec les camarades dans les organisations et que celles-ci fassent pression sur les fédérations pour que le sujet de la grève générale soit discuté.

Tâchons d'arriver à un accord sur le mode de production, d'échange et de distribution des produits au lendemain de la grève générale ; le reste, c'est-à-dire les moyens de rendre victorieuse la grève révolutionnaire sera une question de libre entente qui ne présentera point de difficultés.

25 février 1902.

Cero.

Grève générale utilitaire, de solidarité, révolutionnaire

Entre cet article et le précédent une année s'est écoulée, pendant laquelle, à la suite de l'état de siège proclamé après la grève générale de février, la publication du journal a été suspendue.

La grève générale, qu'on la considère dans sa conception ou dans sa réalisation, peut mériter l'un ou l'autre de ces trois qualificatifs.

La grève générale utilitaire ou réformiste n'est qu'une généralisation de la grève partielle que tentent les travailleurs d'un syndicat lorsque, soutenant la lutte économique dans les pires conditions, ne pouvant plus vivre, ils demandent une augmentation de salaire ou une diminution des heures de travail. Ce genre de grèves se termine habituellement par une débâcle ou un triomphe apparent après l'agitation des commissions, les déclarations pacifiques des ouvriers, les applaudissements bourgeois. Quelques jaunes obtiennent des postes stables et les actifs, les conscients sont jetés sur le pavé, inscrits sur les listes policières et sur les listes noires.

Résultat : temps gâché et pertes douloureuses.

La grève générale de solidarité entreprise pour soutenir des camarades en lutte,

comporte par elle-même une telle élévation de sentiments que le seul fait de la tenter grandit ceux qui y prennent part. Habituellement elle est provoquée par la nécessité de défendre un camarade (telle fut tout récemment celle des charretiers de Barcelone) ou défendre le droit d'association (telle celle plus récente encore de Reus et celles de Gijon, La Corogne, Séville et La Linéa qui ont eu une importance particulière).

Mais par sa solution et par ses avantages, elle diffère bien peu de la grève utilitaire et puis il faut toujours compter quelques poursuites et emprisonnements pour la fameuse atteinte à la liberté de travail.

Reste la grève générale révolutionnaire. Celle-ci, ne nous faisons pas d'illusions, éclatera et sera vaincue, mais la dernière, la victorieuse, celle qui sera lorsque nous nous trouverons assez conscients pour la faire et suffisamment forts pour la mener à bonne fin et vaincre nos ennemis, celle-là représentera la prise de la dernière bastille, elle donnera la dignité d'une vie humaine complète à tous les hommes, même à Pachu, le faucheur inventé par Lerroux, qui qualifiait de bourgeois, les ouvriers triomphants d'une grève utilitaire.

Nous avons cessé d'être utilitaires ou réformistes et nous nous sommes séparés du parti républicain parce que nous avons vu que ses membres ne sont révolutionnaires que de nom et parce que nous savons combien sont inefficaces les réformes à si grand-peine obtenues dans toutes les Républiques du monde.

Nous sommes venus dans le camp libertaire parce que là seulement se fait un véritable besogne révolutionnaire, car on combat les principaux fondements de cette société : Religion, Patrie, Etat. De plus les libertaires non contents de renouveler les idées portent leur action dans la rue par la grève générale qu'ils considèrent comme le seul moyen d'émancipation pour les travailleurs.

Et c'est pour cela que, tout en respectant toutes les initiatives, en étant dépourvus de tout dogmatisme quoique fermes dans notre conviction, nous disons qu'il ne faut jamais oublier que le seul but de la grève générale c'est la Révolution.

Demander des réformes par la grève générale, c'est comme faire de la petite politique.

Faire la grève sans autre but que la solidarité, ce qui d'ailleurs est louable dans maintes occasions, c'est du pur sentimentalisme.

Or ce n'est ni par utilitarisme, ni par sentimentalisme que nous devons mettre en mouvement la grande collectivité prolétarienne. Elle ne doit jamais suivre ni l'inspiration de Sancho Pança, ni celle de Don Quichotte, mais l'inspiration de la raison ; c'est-à-dire que nous ne devons pas être d'imbéciles égoïstes, ni des fous altruistes, mais des hommes justes.

Et puis il n'y a pas d'utilité plus grande ni de solidarité plus élevée que celles qui se trouvent dans le projet de transformation de la société, puisqu'il est en parfait accord avec l'intérêt universel de l'humanité.

C'est pour démontrer ce fait que fut créée notre publication et par elle nous nous proposons de venir en aide à ceux qui sans détours ni déviations vont vers la seule et véritable fin révolutionnaire et nous voulons que les travailleurs, individuellement et collectivement, soient d'accord avec eux.

Laissons les réformes pour les politiciens de métier et pour les naïfs.

Abandonnons le sentimentalisme, atavisme chrétien, à ceux qui seraient d'accord avec le régime actuel.

Les libertaires sérieux étudient et préparent la grève générale révolutionnaire et la société d'après la Révolution.

20 février 1903.

F. Ferrer et A. Lorenzo.

Aux Sociétés de résistance.

Depuis notre apparition, nous ne cessons d'inciter les ouvriers à l'étude de la société au lendemain du triomphe de la grève révolutionnaire. Sur ce sujet, nous n'avons reçu pour le journal que très peu de chose et en fait de pensée individuelle ou collective rien du tout. C'est trop tôt ! nous dira-t-on ; peut-être que les sociétés étudient, formulent des opinions, discutent, et leurs travaux seront publiés plus tard. Cela peut être vrai ; mais nous ne connaissons pas de sociétés qui s'occupent ainsi, nous n'avons pas vu des convocations dans ce but. Le ferait-on à Barcelone ? Par contre, chacun sait qu'à Barcelone existent des sociétés qui possèdent de vastes et confortables locaux où l'on va prendre le café, jouer à la manille, au domino, etc., où toute la vie intellectuelle se réduit à une conférence donnée le samedi par des « fils à papa » de « l'extension universitaire », qui débiteront d'assommants fragments de science, très recommandables et très dignes d'être appréciés si l'on veut, mais d'utilité fort douteuse, car le plus souvent les ouvriers quittent la salle comme des nègres quittent le sermon.

Cependant le temps passe et presse, la turpitude gouvernementale augmente, l'irritation, contre la bourgeoisie et ses pactes de famine grandit, la grève générale se précipite et les choses allant ainsi, il pourrait bien arriver que les événements nous surprennent les fiches de dominos dans les mains ou hébétés devant quelques gommeux en train de nous raconter une histoire sur les habitants de la lune.

Des sociétés de résistance sont déjà créées pour la défense des travailleurs, il ne peut y avoir meilleur moyen de défense que l'étude, non de la grève générale qui s'impose et dont on doit avoir déjà une idée nette, mais de ses conséquences. Premièrement chaque travailleur doit avoir à cœur d'éviter la honte de ne savoir répondre au bourgeois qui lui demanderait : « Que feriez-vous au lendemain du triomphe de la grève générale ? »

Et puis il faut que les ouvriers aient une ligne de conduite permettant d'opposer une action commune à la réaction que tenteront les privilégiés.

Ceux-ci seront servis par le prestige qui ne s'éteindra pas subitement, par ce qui subsistera du servilisme prolétarien, par l'incertitude des hésitants, l'entêtement des routiniers et la force de l'habitude, sans compter, du côté des révolutionnaires, les fautes initiales, les divisions sectaires, les intentions des ambitieux, l'apathie et l'inintelligence des neutres.

Croyez-le, camarades, il est indigne d'hommes sérieux, sur lesquels pèse la responsabilité de l'évolution humaine vers le progrès et de la réparation des injustices sociales, de s'occuper au jeu stupidement puéril de combiner des fiches et des cartes sans autre but que de tuer le temps, c'est-à-dire de gaspiller la vie. C'est une espèce de suicide partiel, une renonciation de l'intelligence et de la volonté, un abrutissement, alors que nous avons si grand besoin de vivre et de donner à nos facultés l'extension indéfinie, pour ne pas dire infinie, dont elles sont susceptibles afin de transformer le monde.

Un autre jour nous aiguillonnerons davantage nos camarades organisés et nous verrons si nous n'arrivons pas à toucher les fibres sensibles de l'amour-propre et de la dignité.

3 mars 1903.

Cero.

Encore aux Sociétés de résistance.

Reprenant le thème du numéro précédent je dis que tout en laissant les samedis aux conférences de « l'extension universitaire » — qui deviennent une espèce de messe scientifique — il serait bon de lâcher les cartes, passe-temps bourgeois, pour consacrer notre temps à étudier quelles seront au lendemain du triomphe de la grève révolutionnaire les professions rendues inutiles, ou tout au moins sans nécessité immédiate et lesquelles devront être développées et même réimplantées suivant les conditions des localités, des régions ou d'étendues de territoires plus considérables.

Il suffira d'indiquer au hasard quelques-unes des premières : bijoutiers, passementiers, brodeuses, modistes, pâtisseries et, en général, toutes les industries qui produisent ce qui est nécessaire au faste, à la vanité, à la gourmandise, à la luxure, etc., des privilégiés, lesquels auront reçu leur congé définitif.

En ce qui concerne les secondes, les choses changent. Bien que dans la ruche sociale actuelle et malgré le grand nombre des paresseux, les produits soient surabondants, jils seront sans doute insuffisants au moment critique que nous prévoyons et cela s'explique par l'anxiété perturbatrice que manifesteront les ex-privilégiés et les neutres en voyant leurs habitudes bouleversées. On peut avoir une légère idée de ce qui se produira quand on voit la foule apeurée faire des approvisionnements de pain pour une semaine dès que court le bruit que quelque mouvement populaire va se produire. Ainsi, meuniers, boulangers, bouchers, agriculteurs de toutes catégories, et ouvriers des transports (d'importation, besoin local égoïste, d'exportation, besoin extra-local de solidarité), tous les métiers concernant l'alimentation, nécessité très urgente, méritent une attention spéciale qu'on ne saurait trop recommander.

Les maçons méritent aussi une attention particulière, non plus comme constructeurs mais comme démolisseurs. Il y a des édifices qui occupent généralement les endroits les mieux choisis dans les grandes capitales, villes et villages, et qui non seulement ont un triste aspect et gâtent les beaux points de vue, mais qui, tant qu'ils seront debout, exerceront une suggestion malfélique, entreprendront toutes les dispositions ataviques à la soumission, aux superstitions et constitueront ainsi un péril de réaction ; ce sont ceux où s'abritent les représentants de deux fictions au nom desquelles l'humanité en général et les déshérités en particulier ont le plus souffert : la religion et l'autorité.

En outre, il y a des quartiers dont les rues et les habitations sont dangereuses par-

ce que malsaines, étroites et sales. Ce sont plutôt des lieux de mort que des séjours pour l'homme. Seuls des malheureux s'y logent et meurent le plus souvent victimes de toutes sortes d'infections. Mais les propriétaires retirent de beaux bénéfices. Comme les anciens empereurs jetaient leurs esclaves dans un bassin fermé, afin que les murènes nourries de chair humaine deviennent un met plus délicat, les propriétaires jettent les prolétaires aux microbes pour que leur or devienne plus abondant, plus brillant et plus sonore dans leurs coffres.

Nous n'exposerons pas en détail le problème des logements pour tous, ni des vêtements, ni de la distribution de toutes les

choses indispensables aux nécessités de la vie. Il faut cependant étudier toutes ces questions et leur trouver des solutions ; pour cela naturellement une dépense d'énergie cérébrale est nécessaire et c'est pourquoi nous demandons aux organisations de substituer aux dominos et aux cartes des livres (uniquement des livres clairs, détaillés, sincères et artistiques, il y en a en abondance) et à la conversation futile, la discussion qui éclaire et précise les idées. Ainsi, tout en se récréant avec dignité, les travailleurs s'éleveront à la hauteur de leur rôle.

5 avril 1903.

Francisco Ferrer.

A l'ouïe des croassements

L'Eglise et les femmes.

Dans le Bulletin paroissial du Sacré-Cœur, nous trouvons ces lignes adressées aux femmes :

Votre influence dans la famille et dans la société est immense. Dieu a placé en vous une confiance étonnante. Il s'en remet à vous de sa gloire, pour une grande part. Selon que vous ferez ou ne ferez pas votre devoir, Dieu aura cette gloire à laquelle il tient essentiellement, ou il ne l'aura pas... Vos responsabilités sont grandes... Mais magnifique est votre tâche! La Retraite vous montrera mieux votre grandeur et votre dignité.

Vous viendrez! Vous vous ferez de cette Retraite une rigoureuse obligation. Dieu frappe à votre cœur... Ouvrez... Qu'il ne soit pas dit de vous: « Il est venu parmi les siens, et les siens ne l'ont pas reçu... »

S'il faut vous imposer quelque sacrifice, faites-le... Marthe et Marie à Béthanie s'étaient mises en frais... Elles ne l'ont pas regretté. Ses trésors de lumière, de grâces, de forces, de joie sont immenses. Vous serez comblées, et puis... si heureuses!

Votre curé.

Franchement tout cela avec ses nombreux points de suspension nous paraît quelque peu louche! La gloire de Dieu même ne tenant qu'aux femmes a toute l'allure d'un blasphème. Au moyen âge des malheureux ont été brûlés pour beaucoup moins. L'appel du brave curé a des accents amoureux qui ne laissent pas d'être suspects. Il leur promet tellement de les rendre... si heureuses. Nous prions de croire que les délicieux points de suspension n'ont pas été ajoutés par nous.

Fascisme et Eglise.

Il s'agit, bien entendu, de l'Eglise romaine, parce que la genevoise ne compte plus pour grand-chose. Nos fascistes donc sont avant tout des cléricaux et ce n'est pas sans raison qu'ils ont fait appel à M. Berra comme conférencier.

Trois alinéas de leur programme sont consacrés à l'Eglise. Les voici :

Le fascisme ne reconnaît pas à la presse le droit de faire du défaitisme et de l'irréligion.

Le fascisme est religieux et garantit la liberté des cultes. Il respecte les institutions, les obligations morales et la hiérarchie de l'Eglise.

Le fascisme lutte contre les forces occultes, notamment contre la Franc-maçonnerie dont il demande la dissolution.

Donc le fascisme veut nous imposer d'être militaristes et religieux et nous soumettre à la hiérarchie de l'Eglise (laquelle?) Il parle de liberté des cultes, alors qu'il vise à introduire une religion d'Etat comme en Italie et en Autriche, négation de la dite liberté. Il s'en prend aux forces occultes, sauf à celles des ordres religieux qui le sont réellement, car le secret maçonnique est le secret de Polichinelle.

Pauvre Maçonnerie qui, en Italie, a si bien travaillé à l'avènement du fascisme pour recevoir le coup de pied de l'âne!

La foi calamiteuse.

Nous donnons ci-après une admirable page d'Ernest Renan, qui explique fort bien comment la renaissance de soi-disant valeurs spirituelles se produit par un surcroît de misères et de malheurs :

Les grandes calamités, en humiliant l'homme et en émaillant la pointe de ses vives et audacieuses facultés, deviennent par là un véritable danger pour le rationalisme et inspirent à l'humanité, comme les maladies à l'individu, un certain besoin de soumission, d'abaissement, d'humiliation. Il passe un vent tiède et humide qui distend toute rigidité, amollit ce qui tenait ferme. On est presque tenté de se frapper la poitrine pour l'audace que l'on a eue en bonne santé; les ressorts s'affaiblissent; les instincts généreux et forts tombent; on éprouve je ne sais quelle molle velléité de se convertir et de tomber à genoux. Si les calamités du moyen âge revenaient, les monas-

tères se repeuplèrent, les superstitions au moyen âge reviendraient. Les vieilles croyances n'ont plus d'autres ressources que l'ignorance et les calamités publiques. La foi sera toujours en raison inverse de la vigueur de l'esprit et de la culture intellectuelle. Elle est là, derrière l'humanité, attendant ses moments de défaillance, pour la recevoir dans ses bras et prétendre ensuite que c'est l'humanité qui s'est donnée à elle... Honte aux timides qui ont peur! Honte surtout aux lâches qui exploitent nos misères, et attendent pour nous vaincre que le malheur nous ait déjà à moitié vaincus.

Encore une fois ceux qui espèrent d'une aggravation de maux une révolte se trompent, même s'il a pu s'en produire sans avoir toutefois de lendemain. Tout abaissement du niveau de vie ne peut que servir l'Eglise et le fascisme. Nous ne l'avons que trop constaté ces derniers temps.

Calvin renié.



Le capitaliste protestant se détourne de Calvin: Ma caisse vaut bien une messe.

A propos de sangsues.

En pays fasciste, les fonctionnaires ne peuvent qu'augmenter pour assurer l'asservissement de toute la population; mais la démagogie cléricale se plaît à dénoncer la sangsue du fonctionnarisme. Or, à Genève et dans toute la Suisse aussi, il y a sans doute bon nombre de fonctionnaires cléricaux, tous sangsues donc.

Et puisqu'il est question de fonctionnaires, en plus de ceux de l'Etat, n'y en a-t-il pas un nombre considérable de l'Eglise d'un introuvable bon Dieu? Il serait intéressant de savoir aussi combien coûte ce fonctionnarisme divin.

Enfin, lorsque le fonctionnaire Marius Constantin fut prié de s'en aller, avec une coquette indemnité d'ailleurs, pourquoi chercher à amener la population pour... une sangsue de moins?

La liberté et M. Berra.

Ce cher monsieur continue à poser en défenseur de la liberté. C'est ainsi qu'il écrit :

Voici huit jours que M. Nicole a fait savoir à nos jeunes vendeurs qu'il leur interdisait, sous peine de retrait de leur patente, d'annoncer leur Liberté syndicale à travers les rues.

La décision de M. Nicole est inadmissible. Il a violé notre droit. Il se moque de la liberté de la presse, d'opinion, de parole. C'est un tyran.

Toutes les interdictions nous paraissent ridicules et vaines. Nous préférons la lutte sur le terrain de la plus large liberté, tout en sachant fort bien que si Berra était à la place de Nicole, il ne serait plus question du tout de cette liberté, dont Mussolini s'est

vanté d'avoir piétiné le cadavre, avec approbation du pape qui l'a proclamé rien moins que « l'homme de la Providence divine ».

Voici, d'ailleurs, une dépêche de Vienne nous renseignant sur ce qui se passe dans l'Autriche cléricale :

Une réunion du parti chrétien-social s'est terminée par le vote d'une motion par laquelle le parti a décidé de s'abstenir à l'avenir de toute activité politique, « la nouvelle Constitution, dit la résolution, ne donnant pas à un groupe politique la possibilité de participer à la vie publique ».

En Autriche, comme en Italie, il est défendu d'avoir une opinion autre que celle du gouvernement. Les partis sont supprimés, il n'y a plus de vie publique, la servitude vis-à-vis de l'Etat, de l'Eglise et du Capital est complète, toute protestation ou opposition est frappée comme délit.

C'est la liberté particulière contre la « tyrannie rouge » que rêve le Berra.

Le rendez-vous du bon dieu.

Nous découpons dans l'Echo de Saint-Germain ce passage concernant les « retraites du Rosaire » :

Chers Hommes et Jeunes Gens! Vous viendrez à ce rendez-vous où Dieu vous attend! Une Retraite est un immense bienfait. On a tellement besoin de temps en temps de jeter du lest pour ne pas tomber dans le matérialisme avilissant... pour monter dans la lumière... pour revigorer l'âme et l'armer pour les luttes nécessaires... pour l'empêcher d'étouffer et lui donner de se dilater et de s'épanouir dans la vérité et dans la joie de Dieu...

O bonheur de croire, d'espérer et d'aimer... de ne pas être le bœuf humain qui peine durement sans but et sans espoir...

Ouvriers à bas salaire, ouvriers chômeurs, ouvriers invalides ou, ouvriers ne songez pas à la matérielle! Ce ne sont pas les privations toujours plus grandes et nombreuses qui vous avilissent, mais le fait de ne pas annoncer quelques centaines de Pater et Ave Maria.

Votre vie de bœuf humain ne saurait trouver d'autre consolation que celle d'ajouter l'exploitation de l'Eglise à celle patronale!

Aveu corporatif.

Le Popolo d'Italia est l'organe personnel de Mussolini, Il Lavoro fascista est celui des corporations ouvrières.

Or, Mussolini devant se rendre à Milan, son journal fit paraître un article dénonçant bon nombre d'abus du patronat et affirmant que « chaque semaine les syndicats devaient intervenir ». Ecoutez avec quel résultat :

Mais les syndicats ne peuvent pas grand-chose, car ils se heurtent à des prétentions et à l'obstination d'une puissance basée sur la vantardise de hautes protections. Et l'on affirme avec autorité que les hautes hiérarchies provinciales ne bougent pas, dans la sainte et innocente intention d'éviter les impairs. Conclusion: la firme fait ce qu'elle veut, contre les lois, contre le corporatisme, contre les directives du Régime et du Gouvernement. Les répercussions sur la masse, qui souffre et endure cela, sont, malheureusement, évidentes.

Le Lavoro fascista s'est empressé de reproduire l'article de la feuille du Duce, en y ajoutant le commentaire :

Les syndicats ne peuvent pas grand-chose. C'est vrai. Les syndicats ne peuvent que dénoncer les situations regrettables se vérifiant dans le secteur du travail.

Or, on voit que la dénonciation ne suffit pas, qu'il ne suffit pas de signaler les faits ; il faut, au contraire, donner aux syndicats les moyens de ramener directement à la raison les saboteurs.

Hélas! c'est précisément cela que la corporation fasciste a voulu supprimer et les imposteurs qui en vivent ne l'ignorent certes pas.

Le Lavoro fascista continue ainsi :

Le Popolo d'Italia indique justement les répercussions que de tels faits ont sur les masses. N'oublions pas que ces masses sont appelées à vivre dans le syndicat et que pour cela le syndicat doit avoir au moins le pouvoir d'obtenir des sanctions immédiates contre ceux se refusant encore à marcher sur la voie de la collaboration sociale.

Tout cela n'est que du chiqué entre compères et il serait ridicule de le prendre au sérieux. Mais l'aveu du mensonge corporatif n'en est pas moins évident. C'est un régime désarmé entièrement l'ouvrier pour le livrer pieds et poings liés au patronat et au gouvernement.

En général, chez les individus et chez les peuples, la politesse extrême est en raison inverse de la valeur morale. Notre politesse européenne, si grimacière, si dépourvue de sincérité, nous vient en grande partie du Bas-Empire romain et elle est destinée à se simplifier beaucoup si, comme il faut l'espérer, nos caractères se relèvent jusqu'à la dignité, jusqu'à la franchise. Letournau.

GENEVE

A propos de dossiers.

On se souvient que le Journal de Genève avait accusé il y a quelques mois, le Département de justice et police d'avoir fait manipuler par de simples chômeurs des dossiers de police et surtout d'en avoir fait disparaître quelques-uns. Aussitôt l'organe socialiste — dans le but sans doute de prouver que les socialistes de gouvernement peuvent très bien hériter des méthodes policières bourgeoises — protesta avec une véhémence digne d'une meilleure cause et déclara, d'une part, que les chômeurs avaient travaillé sous les ordres et la surveillance de personnes dignes de toute confiance en matière de police et, d'autre part, qu'aucun dossier n'avait disparu. Le Journal de Genève, traité publiquement de menteur, dut se rendre à l'évidence et constater que tout s'était aussi bien passé que s'il s'était agi du funèbre régime Martin.

Et cependant s'il y avait quelque chose que le gouvernement socialiste pouvait anéantir tout en faisant preuve de salubrité, ce sont bien les dossiers de police. En effet, ces dossiers sont en général — pour ne pas dire toujours — constitués par des gens dont seule l'immoralité leur permet de se faire les auxiliaires de la police: honnêtes, celle-ci ne s'en servirait pas. Nous avons nommé les indicateurs. Que sont les indicateurs? Un journal bourgeois français nous en donne la description, laquelle pouvait s'appliquer et peut s'appliquer encore à ceux de la police genevoise :

Il y a l'indicateur à demi inconscient, bavard ou indiscret ; il y a l'indicateur professionnel, le plus répugnant ; il y a l'indicateur forcé, le plus pitoyable. Depuis Fouché, la police vit sur cette méthode.

La méthode de l'indicateur engendre le phénomène curieux du « condé », c'est l'autorisation pour certains « hors la loi » de vivre hors la loi, d'exercer leurs petits trafics tous reprochés par la morale, sanctionnés par le code sous la protection de la police, c'est la complicité officielle du policier et du malfaiteur. Le prix du « condé », c'est nature de la délation. Il y a quelque chose de plus grave peut-être. Le principal travail des indicateurs est de participer à l'établissement des dossiers et ces fiches. Tous les gens « intéressants », hommes politiques, artistes, journalistes, industriels, etc., ont un dossier, une chemise de carton dans lesquels s'accumulent de petits bouts de papier, apportés à intervalles irréguliers par des mains mystérieuses.

De ces dossiers, ramassés de ragots, comérages recueillis évidemment par des gens tarés, la police se fait une arme redoutable et innombrables sont les victimes innocentes des répugnants indicateurs.

Est-il nécessaire de rappeler que certains éléments de cette vermine ont été contraints de se montrer publiquement lors du procès Nicole et consorts devant la Cour fédérale? Et qui indiquera le nombre des honnêtes travailleurs condamnés et expulsés sur le vu des fiches établies par ces crapules? C'est pourquoi, bien que guère étonnés outre mesure, nous trouvons cependant étrange que les socialistes se piquent d'honneur de ne pas faire un autodafé des dossiers de police. Il est vrai que ce serait un travail de socialistes et non de gouvernement.

Pensons-y en pensant à ceux qui y pensent.

Conclusion d'un article du fasciste Fabre sur l'assassinat du roi de Serbie :

On ne peut pas ne pas penser à tout cela en cette heure ensanglantée, et y penser c'est peut-être le plus réel et le plus profond hommage qu'on puisse rendre à ceux — roi, ministres ou soldats — qui, hier à Marseille, sont tombés en y pensant.

On ne peut pas ne pas penser que le moraliste fasciste Fabre s'y connaît en galimatias, et y penser c'est peut-être plaindre réellement ceux qui le lisent en y pensant...

Les profiteurs du régime et du patriotisme.

M. Adrien Lachenal est un bon patriote. Mais si ses discours sont empreints du plus pur patriotisme, ses actes patriotiques — cela tient d'hérédité et de famille — visent tous à emplir le porte-monnaie. Le Travail veut de révéler comment le grappe-sous de la place du Molard sait établir les honoraires qu'il présente à l'Etat lorsque celui-ci recourt à ses services. Pour deux courts mémoires et une plaidoirie dans l'affaire de la révocation de l'instituteur socialiste Unger (cause jugée d'avance), il s'est fait payer la somme de fr. 6700. Une paille quoi! Comment serait-il affaibli. Mais comme on comprend bien les raisons — toutes matérielles qui font agir le « patriotisme » de ces défenseurs du régime. Et n'oublions pas que le Lachenal n'est qu'une unité dans la multitude des patriotes profiteurs.

Libertor.